Dès 2014, le ministère des Mines a estimé à plus d’un million le nombre d’orpailleurs artisanaux. L’orpaillage a été encouragé par l’État à la recherche de rente après la partition de 2011. Alors qu’en 2009 l’or contribuait à 1 % des exportations du pays, il en fournit plus de la moitié aujourd’hui, dépassant en valeur la contribution du pétrole dont les gisements sont massivement situés dans le sud du pays qui a fait sécession et dont les cours se sont contractés en 2008-2009 puis entre 2014 et 2016. Doublant le Mali, le Soudan serait devenu en 2014 le troisième exportateur d’Afrique et peut-être le deuxième aujourd’hui devant le Ghana (107 t annoncées en 2017, ce qui en ferait le neuvième mondial) 9 [Chevrillon-Guibert, 2016].

Une raffinerie d’or a été inaugurée en 2012 10, tandis que, selon le ministère des Mines, plus de 400 sociétés aurifères seraient enregistrées fin 2017.

La levée de l’embargo américain fin 2017 et l’intérêt de certains investisseurs non occidentaux pour un pays comme le Soudan (turcs, chinois, marocains, russes) pourraient conduire au développement de nouveaux grands projets industriels. Certaines entreprises canadiennes se sont aussi lancées dans l’aventure, même si la crise économique et monétaire dramatique qui frappe le pays et un régime prédateur conduisent les opérateurs à une grande prudence.

Guibert

Dans les années 2000, alors que la production nationale de pétrole atteignait son maximum, la rente pétrolière ne représentait qu’une faible part du PIB national. Mais elle jouait un rôle déterminant dans l’économie soudanaise puisqu’elle apportait l’essentiel des devises étrangères et représentait plus de la moitié des revenus du gouvernement central. Grâce à cette manne précieuse, le régime a multiplié les projets de développement (routes, ponts, barrages) pendant plus d’une décennie et créé de nombreuses subventions, s’affirmant comme un « État développeur » aux yeux des populations (Jones et al., 2013). Cette rente lucrative a également permis au régime de s’assurer différents soutiens. Sa perte a plongé le pays dans une terrible crise économique qui n’a épargné aucun acteur et a constitué un véritable défi pour le régime.

Compte tenu de l’effondrement concomitant des cours du pétrole, le gouvernement de Khartoum a subi une considérable perte de revenus. En 2010, le Soudan déclarait exporter pour USD 9,69 milliards de produits pétroliers contre seulement USD 627 millions en 2015